

libéral s'est opposé aux prix de parité et aux prix minimums. Il n'a pas de prix minimum qui vaille la peine d'être mentionné.

**Le très hon. M. Gardiner:** Il en a.

**M. Argue:** Le seul qui vaille quelque chose, c'est le prix minimum à l'égard du beurre.

**Le très hon. M. Gardiner:** Il y a un instant, vous disiez que nous n'avions rien en ce domaine.

**M. Argue:** Si le ministre veut dire aux cultivateurs du pays qu'ils doivent se réjouir parce que le beurre fait l'objet d'un prix minimum, qu'il le fasse mais je déclare pour ma part que le gouvernement canadien s'est toujours opposé au principe même des prix minimums et au principe de la vente méthodique. Il y a quelques jours à peine, à la Chambre, les députés ministériels se sont prononcés contre une motion du représentant de Mackenzie (M. Nicholson) demandant l'institution, à l'égard du porc et des bovins, d'un prix minimum égal au prix moyen en vigueur de 1951 à 1953.

**Le très hon. M. Gardiner:** Nous avons des prix minimums à l'égard du porc, des œufs et du beurre.

**M. Argue:** Voilà une nouvelle déclaration! Le prix minimum à l'égard du porc est de 23c. les cent livres. Qu'arrive-t-il dès que le prix du porc se rapproche du prix minimum? Le ministre supprime ce prix minimum. Le Gouvernement n'établira pas de prix minimum et il a toujours été opposé à un tel établissement. Pour préserver de la ruine l'économie des provinces de l'Ouest, le Gouvernement devrait remettre à la Commission du blé le montant de la réduction de 10 1/8c. le boisseau. Les cultivateurs de l'Ouest du pays devraient être assurés que pour chaque boisseau de blé n° 1 du Nord qui sera vendu, la caisse de la Commission canadienne du blé recevra \$1.82. On prétend que cette façon de procéder équivaldrait au versement d'une subvention et qu'elle imposerait un fardeau aux contribuables du Canada.

L'autre soir, j'ai écouté une allocution radiophonique que prononçait l'ancien président Truman. J'ai toujours été un admirateur de M. Harry S. Truman et des programmes économiques qu'il préconisait. Il a déclaré qu'un gouvernement démocratique du monde occidental devrait adopter comme programme financier de prélever des impôts et de dépenser pour ensuite recommencer le même jeu. Dans cette allocution il a dit qu'on soutient qu'il incombe au gouvernement d'équilibrer le budget. Mais il a ajouté qu'aujourd'hui un gouvernement démocratique doit adopter un programme financier qui permette aux habitants de la nation d'équilibrer leurs budgets

[M. Argue.]

familiaux, ce qui est beaucoup plus important que tout prétendu régime de saine finance.

Le gouvernement du Canada a déclaré qu'il favorise les budgets cycliques. Mais nous n'en avons pas encore vu. Il semble que le présent gouvernement soit incapable d'adopter les mesures économiques clairvoyantes qui s'imposent si nous voulons empêcher que la situation relative aux céréales ne se détériore davantage, mesures qui s'imposent afin d'éviter un accroissement du chômage.

Je n'ai jamais été de ceux qui ont critiqué les ouvriers qui cherchaient à obtenir des augmentations de salaire. L'histoire démontre, je pense, que les seules périodes où les cultivateurs aient touché des prix élevés pour leurs produits étaient celles où les ouvriers recevaient un salaire élevé. Je souhaite voir l'embauchage intégral; je désire que les ouvriers touchent un salaire élevé; je pense qu'une des meilleures façons de réaliser l'embauchage intégral est d'établir des prix convenables à l'égard des produits agricoles. Inversement, un des moyens d'obtenir des prix intéressants pour les produits agricoles est d'assurer l'embauchage maximum. Si le présent gouvernement désire résoudre le problème de la situation agricole et du chômage, il lui faut augmenter les prix agricoles, établir des prix minimums suffisants et mettre à exécution un programme approprié de travaux et de dépenses publiques qui donnera du travail à notre demi-million de chômeurs.

Par suite du chômage qui sévit dans notre pays actuellement, nous perdons près d'un milliard de dollars au titre de la production de la richesse. C'est le fardeau actuel qui pèse sur l'économie de notre pays. Ce que nous demandons au gouvernement, c'est un programme économique fondé sur des prix de parité pour les producteurs et l'embauchage maximum à des salaires élevés pour les ouvriers industriels.

Je crois que le gouvernement devrait mettre de côté une réserve de blé et devrait acheter une quantité considérable de blé emmagasiné sur les terres en en payant le prix aux cultivateurs. Il est actuellement impossible à un agriculteur d'expédier une quantité tant soit peu considérable de blé et il est incapable de faire face à ses obligations envers les marchands des villes. Il ne peut acquitter ses dépenses courantes et à moins que ne se produise bientôt une amélioration sensible, la chute des prix des produits agricoles entraînera une nouvelle mise à pied radicale dans l'industrie.

J'invite le ministre du Commerce à se rendre en Grande-Bretagne afin d'essayer d'y conclure, maintenant, un accord canado-